

Politique de prévention du harcèlement psychologique ou sexuel au travail et traitement des plaintes

RÉVISION 2024 ADOPTÉE PAR LE CA LE 16/01/2024

1) OBJECTIFS

La présente politique a pour objectif d'affirmer l'engagement du CPE La Petite-Patrie à prévenir et à faire cesser toute situation de harcèlement psychologique ou sexuel au sein de l'organisation, y compris toute forme de harcèlement discriminatoire. Elle vise également à établir les principes d'intervention applicables lorsqu'une plainte pour harcèlement est déposée ou qu'une situation de harcèlement est signalée à l'employeur ou à son représentant.

2) PORTÉE

La présente politique s'applique à l'ensemble du personnel de l'entreprise, et à tous les niveaux hiérarchiques, notamment dans les lieux et contextes suivants :

- les lieux de travail incluant les lieux de télétravail le cas échéant;
- tout autre lieu où les personnes sont susceptibles de se trouver dans le cadre de leur emploi (ex. : aires communes dans les locaux de l'employeur, lors de réunions, formations, déplacements ou activités sociales organisées par l'employeur).

La présente politique vise également les communications transmises ou reçues par tout moyen, technologique ou autre, dans un contexte de travail.

3) DÉFINITION

La Loi sur les normes du travail définit le harcèlement psychologique comme suit¹ :

« Une conduite vexatoire se manifestant soit par des comportements, des paroles, des actes ou des gestes répétés, qui sont hostiles ou non désirés, laquelle porte atteinte à la dignité ou à l'intégrité psychologique ou physique du salarié et qui entraîne, pour celui-ci, un milieu de travail néfaste. Pour plus de précision, le harcèlement psychologique comprend une telle conduite lorsqu'elle se manifeste par de telles paroles, de tels actes ou de tels gestes à caractère sexuel.

Une seule conduite grave peut aussi constituer du harcèlement psychologique si elle porte une telle atteinte et produit un effet nocif continu pour le salarié. »

La définition inclut le harcèlement discriminatoire lié à un des motifs prévus à la *Charte des droits et libertés de la personne*².

La notion de harcèlement doit être distinguée d'autres situations telles qu'un conflit interpersonnel, un stress lié au travail, des contraintes professionnelles difficiles ou encore l'exercice normal des droits de gérance (gestion de la présence au travail, organisation du travail, mesure disciplinaire, etc.).

¹ Voir l'annexe 1 de la présente politique pour plus de précisions.

² Ces motifs de discrimination sont énumérés à l'annexe 1.

4) ÉNONCÉ DE POLITIQUE

Le CPE La Petite-Patrie ne tolère ni n'admet aucune forme de harcèlement psychologique ou sexuel au sein de son entreprise, que ce soit :

- par des gestionnaires envers des personnes salariées;
- entre des collègues;
- par des personnes salariées envers leurs supérieurs;
- de la part de toute personne qui lui est associée : usager, fournisseur, sous-traitant, visiteur ou autre.

Tout comportement lié à du harcèlement peut entraîner l'imposition de mesures disciplinaires pouvant aller jusqu'au congédiement.

Le CPE La Petite-Patrie s'engage à prendre les moyens raisonnables pour :

- offrir un milieu de travail sain exempt de toute forme de harcèlement afin de protéger la dignité ainsi que l'intégrité psychologique et physique des personnes;
- diffuser la politique de manière à la rendre accessible à l'ensemble de son personnel par courriel, affichage dans la salle du personnel;
- prévenir ou, selon le cas, faire cesser les situations de harcèlement en :
 - a) mettant en place une procédure de traitement des plaintes et des signalements liés à des situations de harcèlement psychologique ou sexuel,
 - b) veillant à la compréhension et au respect de la politique par toutes les personnes,
 - c) faisant la promotion du respect entre les individus.

5) ATTENTES ENVERS LE PERSONNEL DU CPE ET LA COMMUNAUTÉ

Il appartient à tout le personnel et la communauté d'adopter un comportement favorisant le maintien d'un milieu de travail exempt de harcèlement psychologique ou sexuel. D'adopter des comportements et attitudes respectant le code de civilité en milieu de travail³.

6) TRAITEMENT DES PLAINTES ET DES SIGNALEMENTS

Lorsque cela est possible, la personne qui croit subir du harcèlement psychologique ou sexuel devrait d'abord informer la personne concernée que son comportement est indésirable et que celle-ci doit y

³ Voir l'annexe 2.

mettre fin. Elle devrait également noter la date et les détails des incidents ainsi que les démarches qu'elle a effectuées pour tenter de régler la situation.

Si cette première intervention n'est pas souhaitée ou si le harcèlement se poursuit, la personne salariée devrait signaler la situation à l'une des personnes responsables désignées par l'employeur afin que soient identifiés les comportements problématiques et les moyens requis [si l'entreprise compte des personnes syndiquées : l'employeur peut indiquer ici que la personne doit aussi informer l'association accréditée qui la représente].

Une plainte peut être formulée verbalement ou par écrit. Les comportements reprochés et les détails des incidents doivent être décrits avec autant de précision que possible, pour qu'une intervention puisse être réalisée rapidement pour faire cesser la situation.

Les personnes responsables désignées⁴ par l'employeur sont les suivantes :

Maxime Côté, n° 1, directeur général 514-274-4795 poste 226, direction@cpelapetitepatrie.ca

Marie Soleil Côté, n° 2], directrice adjointe, membre comité santé et sécurité au CPE, 514-274-4795 poste 224, adjointe.a@cpelapetitepatrie.ca

La personne qui est témoin d'une situation de harcèlement est aussi invitée à le signaler à l'une des personnes responsables mentionnées ci-dessus.

7) PRINCIPES D'INTERVENTION

LE CPE La petite patrie s'engage à :

- prendre en charge la plainte ou le signalement dans les plus brefs délais;
- préserver la dignité et la vie privée des personnes concernées, c'est-à-dire de la personne qui a fait la plainte, de la personne qui en fait l'objet et des témoins;
- veiller à ce que toutes les personnes concernées soient traitées avec humanité, équité et objectivité et à ce qu'un soutien adéquat leur soit offert;
- protéger la confidentialité du processus d'intervention, notamment des renseignements relatifs à la plainte ou au signalement;
- offrir aux personnes concernées de tenir, avec leur accord, une rencontre avec elles en vue de régler la situation;
- mener, au besoin, une enquête sans tarder et de façon objective, ou en confier la responsabilité à un intervenant externe. Les personnes concernées seront informées de la conclusion de cette démarche. Si l'enquête ne permet pas d'établir qu'il y a eu des comportements inacceptables, toutes les preuves matérielles seront conservées pendant deux ans et détruites par la suite;
- prendre toutes les mesures raisonnables pour régler la situation, y compris notamment les mesures disciplinaires appropriées.

⁴ Des précisions sur le rôle des personnes responsables figurent à l'annexe 3.

Toute personne qui commet un manquement à la politique de harcèlement, fera l'objet de mesures disciplinaires appropriées. Le choix de la mesure applicable tiendra compte de la gravité et des conséquences du ou des gestes ainsi que du dossier antérieur de la personne qui les a posés.

La personne qui déposerait des accusations mensongères dans le but de nuire est également passible de mesures disciplinaires appropriées.

Dans le cadre du traitement et du règlement d'une situation ayant trait à du harcèlement au travail, nul ne doit subir de préjudice ou faire l'objet de représailles de la part de l'employeur.


Signature de l'employeur
[Maxime Côté]

24 janvier 2024
Date

Une personne non-syndiquée qui croit subir ou avoir subi du harcèlement psychologique ou sexuel en lien avec son travail peut aussi porter plainte en tout temps directement auprès de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST). Le délai maximal pour ce faire est de deux (2) ans à compter de la dernière manifestation de harcèlement. La plainte peut être déposée en ligne ou par téléphone au 1 844 838-0808. Le choix d'une personne salariée de s'adresser d'abord à son employeur n'aura pas pour effet de l'empêcher de porter plainte aussi auprès de la CNESST.

ANNEXE 1 – RECONNAÎTRE LE HARCELEMENT PSYCHOLOGIQUE OU SEXUEL

La Loi sur les normes du travail donne des critères pour déterminer ce qui peut être considéré comme du harcèlement psychologique ou sexuel soit :

- une conduite vexatoire (blessante, humiliante);
- qui se manifeste de façon répétitive ou lors d'un acte unique et grave;
- de manière hostile (agressive, menaçante) ou non désirée;
- portant atteinte à la dignité ou à l'intégrité de la personne;
- entraînant, pour celle-ci, un milieu de travail néfaste (nocif, nuisible).

Ces conditions incluent les paroles, les actes ou les gestes à caractère sexuel.

La discrimination fondée sur l'un ou l'autre des motifs énumérés dans l'article 10 de la Charte des droits et libertés de la personne peut aussi constituer du harcèlement: la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge sauf dans la mesure prévue par la loi, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap.

Cette définition s'applique à tous les contextes de travail, incluant le télétravail.

À titre d'exemple, les comportements qui suivent pourraient être considérés comme étant des conduites vexatoires constituant du harcèlement s'ils correspondent à tous les critères de la définition énoncée dans la loi.

Comportements pouvant être liés à du harcèlement psychologique

- Intimidation et cyberintimidation;
- Menaces, isolement;
- Propos ou gestes offensants ou diffamatoires à l'égard d'une personne ou de son travail;
- Violence verbale;
- Dénigrement.

Comportements pouvant être liés à du harcèlement sexuel

- Toute forme d'attention ou d'avance non désirée à connotation sexuelle, par exemple :
 - sollicitation insistante,
 - regards, contacts physiques,
 - insultes sexistes, propos grossiers;
 - propos, blagues ou images à connotation sexuelle.

ANNEXE 2- CODE DE CIVILITÉ EN MILIEU DE TRAVAIL

Le code de civilité du CPE est une référence pour orienter les relations dans notre milieu de travail. Il énonce les attitudes et comportements associés au savoir-être encouragés et attendus pour maintenir un milieu de travail respectueux, harmonieux et efficace.

Toutes les employées, parents, familles, membres du conseil d'administration et collaborateurs s'engagent à respecter ce code dans leurs interactions reliées aux activités internes et externes au CPE et à le promouvoir quotidiennement. Au CPE, nous valorisons le respect, la politesse, la courtoisie, la collaboration et la bienveillance dans nos relations avec autrui.

AGIR AVEC RESPECT AU CPE, C'EST...

- Faire preuve de professionnalisme, de courtoisie et de politesse
- Respecter les opinions des autres
- Respecter ses collaborateurs
- Considérer le travail des autres

AGIR AVEC RESPECT AU CPE, C'EST ÉVITER...

- De répandre, alimenter ou colporter des rumeurs ou fausses informations à l'égard des autres
- De poser des jugements à l'égard des autres ou de leur travail
- De s'attribuer la réalisation du travail d'un autre

AGIR AVEC POLITESSE AU CPE, C'EST...

- Dire bonjour
- Être ponctuel
- Adopter un ton de communication agréable

AGIR AVEC POLITESSE AU CPE, C'EST ÉVITER...

- D'ignorer une personne qui dit bonjour
- D'être en retard sans prévenir
- D'utiliser un langage et un ton inappropriés

AGIR AVEC COURTOISIE AU CPE, C'EST...

- S'excuser ou reconnaître ses erreurs
- Remercier ses collaborateurs
- S'assurer que notre interlocuteur a bien compris notre message et reformuler au besoin

AGIR AVEC COURTOISIE AU CPE, C'EST ÉVITER...

- De ne pas se remettre en question
- De faire des commentaires négatifs et désobligeants à l'égard de l'autre
- De communiquer intentionnellement de mauvaises informations

COLLABORER AU CPE, C'EST...

- Travailler en équipe dans un esprit de collaboration
- S'engager dans les activités communes, dans une perspective d'amélioration de la qualité éducative
- Échanger des idées et des informations avec ses collègues et les collaborateurs

COLLABORER AU CPE, C'EST ÉVITER...

- De s'exclure, de s'isoler et d'être en compétition
- D'avoir une attitude individualiste
- De créer des conflits avec les collègues et les collaborateurs

AGIR AVEC BIENVEILLANCE AU CPE, C'EST...

- Encourager les autres à exprimer librement leurs points de vue et idées
- Valoriser le travail ou le soutien des collaborateurs
- Proposer son soutien et son aide aux collègues
- Démontrer une écoute active envers les autres

AGIR AVEC BIENVEILLANCE AU CPE, C'EST ÉVITER...

- De ne pas être en mesure de laisser les autres d'exprimer librement et avoir leurs opinions
- De dénigrer le travail des autres
- D'être indisponible pour soutenir et aider les collègues
- De ne pas écouter l'autre

ANNEXE 3 – PERSONNES RESPONSABLES DÉSIGNÉES PAR L'EMPLOYEUR

LE CPE LA PETITE PATRIE

- s'assurera que les personnes responsables désignées seront dûment formées et auront les outils nécessaires à leur disposition pour le traitement et le suivi de la plainte ou du signalement;
- libérera du temps de travail afin que les personnes responsables désignées puissent remplir les fonctions qui leur ont été attribuées.

Les personnes suivantes sont désignées pour agir à titre de responsables pour l'application de la Politique de prévention du harcèlement psychologique ou sexuel au travail et de traitement des plaintes de [du CPE La Petite Patrie] :

responsable n° 1, directeur général
[514-274-4795 poste 226, direction@cpelapetitepatrie.ca]

responsable n° 2 directrice adjointe
514-274-4795 poste 224, adjointe.a@cpelapetitepatrie.ca

responsable n° 3
La représentante CNESTT (votée par les membres syndiquées 1 fois par année) son nom est affiché dans la salle de repos

Ces personnes responsables doivent principalement :

- informer le personnel sur la politique de l'entreprise en matière de harcèlement psychologique ou sexuel;
- intervenir de façon informelle afin de tenter de régler des situations;
- recevoir les plaintes et les signalements;
- faire des recommandations sur la nature des actions à prendre pour faire cesser le harcèlement.

Engagement des personnes responsables

Par la présente, je déclare mon engagement à respecter la présente politique et j'assure que mon intervention sera impartiale, respectueuse et confidentielle.


Signature de la personne responsable n° 1
Maxime Côté, directeur général

24 janvier 2024
Date


Signature de la personne responsable n° 2
Marie-Soleil Côté, Directrice adjointe

24/01/24
Date


Signature de la personne responsable n° 3
Marina Fernandes (Représentante CNESST)

24 janvier 2024
Date